

Asile en Europe : la route précaire vers la sécurité

par Lena BARRETT,* Bruxelles

L'Union européenne doit assumer ses responsabilités dans le monde, ont déclaré le 30 mars les conférences épiscopales européennes à propos du droit d'asile. Elles ont demandé aux pays membres de respecter la Convention de Genève de 1951 sur le statut des réfugiés, notamment d'étudier avec soin les demandes d'asile. Car beaucoup reste à faire dans ce domaine.

Ali fut arrêté en Iran, son pays d'origine ; son crime, d'avoir installé illégalement des antennes paraboliques. Pendant ses trois mois de détention, il fut fouetté 120 fois dans le dos avec des câbles métalliques et son oreille fut presque coupée. Quant à son frère, qui travaillait avec lui, il fut tué d'une balle dans la bouche. Ali craignait d'être assassiné à son tour, mais il savait que les autorités lui refuseraient la permission de quitter le pays.

Opposant politique dans le nord de la Somalie, le mari de Mariam fut tué, leur maison et leur commerce confisqués ; Mariam reçut l'ordre de quitter le pays. En guise d'arguments convaincants, elle fut violée et la vie de ses enfants menacée. Elle accepta de quitter son pays, mais comme la Somalie n'avait plus de gouvernement en fonction, il lui fut impossible de s'adresser à un fonctionnaire pour obtenir un passeport.

Poussés par la peur, Ali et Mariam ont fait ce que des centaines de milliers de personnes désespérées font chaque année : ils empruntent l'argent économisé par des parents et amis, pour payer des trafiquants d'êtres humains en échange de faux documents et d'un billet de voyage vers une contrée lointaine.

Très souvent, les réfugiés se trouvent dans une situation telle, qu'il leur est impossible de se procurer légalement les documents de voyage. Quelquefois, le gouvernement refuse de leur remettre un passeport ou un visa de sortie ; d'autres fois, ils proviennent d'un pays où l'Etat n'est plus fonctionnel et où, en conséquence, il n'existe pas d'autorité légale capable de délivrer les documents indispensables ; il arrive également que le pays de destination refuse de leur procurer un visa d'entrée. Les Etats européens, par exemple, exigent un visa pour les citoyens des pays « producteurs » de réfugiés. Ainsi, un accroissement soudain des demandes d'asile en provenance d'un même pays peut amener un gouvernement à exiger subitement un visa d'entrée pour ces personnes, en dépit d'une décision prise antérieurement. En septembre 2000, la Belgique a agi de la sorte à l'égard des Slovaques.

Pourtant, selon la Convention de Genève de 1951 sur le statut des réfugiés, un Etat n'a pas le droit de refuser sa protection à un réfugié qui a été obligé de fuir son pays et de voyager avec de faux documents. La gendar-

* Lena Barrett est avocate et directrice de programme au Jesuit Refugee Service Europe.

merie de la frontière n'a donc pas le droit de renvoyer des migrants irréguliers qui réclament le droit à l'asile.

Cela n'empêche pas certains Etats, par exemple le Royaume-Uni, d'envoyer des fonctionnaires de l'immigration en amont, pour empêcher des personnes en possession de documents «suspects» de monter à bord d'un avion. La plupart des pays de l'UE ont transformé le personnel des compagnies d'aviation et des entreprises de transports en gardes frontaliers *de facto*, en imposant des contraventions très élevées aux compagnies qui, éventuellement, même à leur insu, transporteraient des personnes n'ayant pas les documents requis pour pénétrer dans le pays. L'amende peut être supprimée si la personne est admise à la procédure d'asile, mais les transporteurs n'ont pas le temps nécessaire, ni la compétence et surtout pas l'autorité pour déterminer qui est vraiment «un réfugié».

Toutes ces mesures barrent l'accès à la protection à ceux qui en ont grandement besoin. Les conséquences en sont fâcheuses. Pour atteindre un pays où ils pourront réclamer l'asile, bon nombre de réfugiés se voient contraints de livrer leur vie à des trafiquants d'humains. Non seulement ils doivent leur payer de fortes sommes d'argent (les réfugiés les plus pauvres sont ainsi exclus), mais ils risquent souvent leur vie dans l'aventure. Au moins 2500 personnes sont mortes durant cette dernière décennie en essayant d'entrer en Europe : certaines se sont noyées en traversant la Méditerranée en canot ou péniche ; d'autres ont péri par asphyxie au fond de camions ; d'autres encore ont sauté sur des mines antipersonnel sur la frontière entre la Turquie et la Grèce.

L'Union européenne étudie actuellement un projet de législation pour punir les passeurs et les trafiquants d'êtres humains. Il y a beaucoup de confusion entre ces deux activités. L'une et l'autre entraînent l'entrée illicite dans un pays ; mais là s'arrête la res-

semblance. Le trafic d'êtres humains va de pair avec leur exploitation : les victimes, qui sont souvent des jeunes femmes, sont contraintes de se livrer à la prostitution ou au travail forcé. Chez les passeurs, on ne trouve pas cet élément. Certes, ils profitent parfois du désespoir des réfugiés pour leur demander de fortes sommes d'argent et les exposent souvent à des conditions de voyage très périlleuses ; mais en échange, ils leur rendent vraiment service. Sans être nécessairement disposés à le faire, ils peuvent sauver la vie de leurs «victimes».

L'exploitation doit être sanctionnée et les Etats doivent donc punir les trafiquants. Par contre, toute tentative pour s'attaquer aux passeurs devrait tenir compte du fait que les personnes contraintes à fuir leur pays en sont réduites à emprunter cette voie pour parvenir en Europe. La promesse de protéger les réfugiés est fondamentalement malhonnête si, en même temps, on les empêche d'entrer dans les pays où ils peuvent réclamer une protection.

Interviews problématiques

Lorsqu'un réfugié a réussi à entrer sur le territoire, il doit ensuite affronter le difficile problème de l'accès à la procédure d'asile. L'Etat peut lui refuser cet accès en considérant, par exemple, que sa demande d'asile devrait être soumise dans un autre pays. La Convention de Dublin, en particulier, attribue cette responsabilité au pays de l'Union européenne qui a délivré le visa ou au premier pays membre dans lequel le demandeur d'asile est entré. Cela semble logique, mais en réalité, cela peut devenir très problématique. Même à l'intérieur de l'Union européenne, les Etats membres interprètent différemment la Convention de Genève ; dans tel pays, le statut de réfugié sera refusé à un requérant, alors que pour un cas similaire, dans tel autre, il sera accordé. Tous les pays tiers soi-disant «sûrs» ne le sont pas



Entre passé épouvantable et avenir incertain.

pour tout réfugié. Par exemple, en 1998, le taux de reconnaissance des demandes d'asile de ressortissants d'Algérie se chiffrait à 90 % au Royaume-Uni, tandis qu'en France il ne dépassait pas 1 %.

Si le réfugié franchit tous ces obstacles, il peut enfin expliquer pourquoi il a besoin de protection. Même à ce stade, les difficultés ne lui sont pas épargnées. Les réfugiés rencontrent beaucoup de suspicion lors du récit de leur histoire à cause de l'idée largement répandue que les demandeurs d'asile sont principalement des migrants économiques abusant du système.

Lorsque Mariam fut questionnée au sujet de son clan, elle donna en toute bonne foi le nom utilisé par les personnes de son entourage pendant toute sa vie. Malheureusement, ce nom ne répondait pas au terme utilisé dans les ouvrages de référence et les autorités chargées de la procédure d'asile refusèrent de reconnaître l'existence de ce clan. De plus, elle se trouvait dans l'incapacité de

fournir des détails sur l'engagement politique de son mari car celui-ci avait refusé de la mettre au courant de quoi que ce soit et avait brûlé tous les papiers compromettants. Aussi le récit de Mariam fut-il jugé peu crédible et sa demande d'asile rejetée. «Mais je leur ai dit la vérité. Que puis-je faire si on ne me croit pas ?», questionnait-elle.

Isaac, 22 ans, dernier survivant de sa famille proche, est originaire de la Birmanie. Au cours de l'interview qu'il subit pour la reconnaissance de sa demande d'asile, il fut interrogé sur la géogra-

phie et l'histoire de son pays. Qu'aurait-il pu répondre, lui qui n'avait jamais fréquenté l'école ? Sa demande fut rejetée, car comment pouvait-il être «Birman» s'il ne connaissait pas ces éléments fondamentaux de base, déclara celui qui conduisait l'interview.

Lorsque les interviews sont menées dans une telle atmosphère de suspicion, il devient très difficile à des requérants de rendre compte correctement des raisons de leur demande d'asile. Beaucoup d'entre eux sont déjà traumatisés par la persécution qu'ils ont subie. Chez certains demandeurs d'asile, l'interview fait remonter à la mémoire les interrogatoires déjà vécus dans leur propre pays. Le demandeur d'asile peut éprouver de la répugnance à donner des détails sur la nature de la persécution. Lorsqu'il s'agit d'abus sexuels, par exemple, une femme peut ressentir des difficultés à se dévoiler devant des interprètes masculins ou devant celui qui conduit l'interview. La tâche, d'ail-

leurs, n'est certainement pas plus facile pour un homme abusé sexuellement.

Faire subir une interview à une personne fatiguée et confuse dès son arrivée, puis quelques mois plus tard, est le meilleur moyen de créer des malentendus. Surtout lorsque interviewers et interprètes diffèrent d'une fois à l'autre, et que la traduction ne se déroule pas dans la langue maternelle du requérant. Les divergences qui peuvent apparaître conduisent parfois au refus de la demande. Rafiq, par exemple, était âgé de 17 ans lorsqu'il quitta le sud de l'Asie pour venir demander l'asile en Europe. Au cours de sa première interview, on lui demanda qui l'avait aidé à quitter son pays ; sa réponse fut «chacha» (oncle). Lors de la seconde interview, il parla de la même personne en indiquant son nom en entier. Cette «incohérence» fut l'une des raisons du refus de sa demande d'asile.

Responsabilité européenne

Le Haut commissariat pour les réfugiés a donné des lignes de conduite à propos de l'incapacité des réfugiés à fournir des preuves de leur histoire. Dès lors que l'histoire est crédible, ils devraient jouir du bénéfice du doute. Le Comité contre la torture a ajouté qu'on ne peut attendre des victimes de la torture une précision et une cohérence totale. Or il est clair que les autorités qui s'occupent des demandes d'asile n'intègrent pas toujours cette approche. L'interviewer devrait être ouvert à toutes les complexités psychologiques et culturelles de l'interviewé ; il devrait également avoir accès à une documentation complète et précise sur la région d'origine du demandeur d'asile et disposer du temps nécessaire pour traiter son cas en profondeur. Très souvent certains, voire tous ces facteurs, ne sont pas pris en compte.

Bien sûr, cela ne signifie pas que les autorités en charge commettent toujours des

erreurs. Les demandes de certains requérants qui ne répondent pas aux critères sont refusées à juste titre. D'autres obtiennent avec raison une réponse favorable. Mais lorsque des incorrections se glissent dans la procédure d'asile, les conséquences sont lourdes pour ceux qui n'obtiennent pas la protection à laquelle ils ont droit. Ces personnes sont refoulées auprès de leurs persécuteurs ou, au mieux, elles se résignent à la vie difficile de «sans papiers». Ceux qui décident du sort des réfugiés portent donc une lourde responsabilité, car pour certains demandeurs d'asile, il s'agit d'une question de vie ou de mort.

En Europe, la tentation existe de considérer les réfugiés comme un «problème» imposé par l'extérieur : «On ne peut pas accueillir toute la misère du monde !» En réalité, nous ne recevons qu'un petit pourcentage de l'ensemble des réfugiés. La majorité d'entre eux sont coincés dans les régions les plus pauvres de la planète, surtout en Afrique. Si nous sommes sincères avec nous-mêmes, nous devons aussi admettre que l'Europe a souvent joué un rôle dans l'existence des conditions qui forcent ces personnes à fuir leur pays : commerce des armes, sales guerres faites par procuration pendant la guerre froide, injustices solidement implantées et frontières instables remontant à la colonisation, pratiques commerciales déséquilibrées qui favorisent une instabilité politique générale.

Nous avons une obligation envers les réfugiés. Si quelqu'un venait solliciter votre aide en vous suppliant de ne pas le renvoyer vers le danger, ne lui prêteriez-vous pas au moins une écoute attentive ? Plus qu'un engagement juridique international, il s'agit ici du devoir de tout être humain vis-à-vis des autres.

L. B.

traduction : Sr Rose-Anne Roussel
et Eddy Jadot s.j.